

# LA TRANSFORMATION DU SYSTÈME DE DÉFENSE RUSSE

PAR

STÉPHANE DELORY<sup>1</sup>

L'arrivée de Vladimir Poutine à la tête de l'Etat russe coïncide avec un net durcissement de la stratégie militaire du pays, ainsi qu'en témoigne la doctrine de sécurité récemment exprimée. Consciente de sa relative faiblesse face aux Etats occidentaux et de sa vulnérabilité à l'égard des séparatismes, la Russie a entrepris un programme de modernisation de ses forces et une refonte de ses doctrines stratégiques. Le conflit tchéchène a d'ailleurs démontré que, en dépit de sa position de faiblesse, le Kremlin n'était pas prêt à renoncer à une politique de puissance. Dans ce sens, la relance des budgets militaires, l'ambition annoncée de donner aux armées une capacité comparable à celles de type OTAN et la résurgence d'un discours nucléaire agressif sont des éléments d'incertitude quant à la future posture stratégique de la Russie. Une évaluation des différents éléments qui composent les forces militaires et leur environnement laisse toutefois entrevoir les limites de ce programme ainsi que certains de ses objectifs immédiats<sup>2</sup>.

## DOCTRINES DE SECURITE ET FORCES NUCLEAIRES

Les forces nucléaires stratégiques sont probablement le secteur où l'évolution de la posture russe est la plus inquiétante. Le renoncement au non-emploi en premier (1993), geste de portée essentiellement politique, s'est accompagné de tentatives de restauration du potentiel nucléaire, tentatives jusqu'à présent avortées. Les déclarations de Vladimir Poutine sur une éventuelle option de frappe préemptive, la réintroduction d'un nombre limité de SS-19 dans l'arsenal et les différents documents de sécurité édictés depuis 2000 traduisent cependant un renouveau conceptuel, qui prend en compte un certain nombre de réalités objectives, mais est encore déconnecté des contraintes financières et matérielles qui affectent les forces.

### *Les limites de la doctrine de sécurité du 21 avril 2000 et de la «Doctrine Ivanov»*

L'actuelle stratégie déclaratoire russe semble être étroitement conditionnée par le poids du déséquilibre militaire entre la Russie et les Etats-Unis. Sans être menacée dans son intégrité, la Russie est confrontée à une érosion marquée de ses positions stratégiques. L'exportation de la démocratie – ou du moins de la révolution démocratique – des Balkans vers le Caucase et l'Asie centrale, soutenue par les Etats-Unis, sape des positions économiques, politiques et militaires d'importance croissante. Le rapport de force conventionnel entre Américains et Russes, qui donne l'illusion d'une écrasante supériorité des premiers sur les seconds requiert presque naturellement la définition d'une doctrine nucléaire fondée sur l'emploi en premier, sur la graduation de la riposte et sur la spectacularisation dudit concept.

Les orientations nucléaires présentées dans la doctrine militaire d'avril 2000 et le document d'avril 2003<sup>3</sup> – usuellement qualifié de «Doctrine Ivanov» – ne sauraient donc constituer une surprise : elles sont très représentatives d'une posture consciente d'infériorité nucléaire et conventionnelle, mais également d'une volonté d'endiguement de l'adversaire, par la sanctuarisation du territoire national et des zones d'intérêts vitaux. Toutefois, au-delà de la stratégie déclaratoire, ce sont les infrastructures techniques qui déterminent la crédibilité de la posture. Dans un environnement financièrement étriqué, ceux-ci influencent également la définition politique de la sécurité, la définition des intérêts vitaux, le rapport de la riposte à la menace et la nature exacte de cette dernière. Le potentiel disponible et immédiatement accessible encadre donc strictement les objectifs politiques et déconnecte partiellement, voire totalement, la stratégie déclaratoire russe de sa contrepartie opérationnelle.

---

<sup>1</sup> Chercheur au Centre Thucydide de l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France).

<sup>2</sup> Les limitations politico-administratives, essentielles dans le processus de réforme russe, ne sont pas abordées ici.

<sup>3</sup> *Voyennaya Doktrina Rossiyskoy Federatsiy. Uverzhdena Ukazom Prezidenta RF ot 21 aprelya 2000 g. No. 706* (doctrine de sécurité d'avril 2000), disponible sur le site Internet [www.scrf.gov.ru/Documents/Decree/2000/706-1.html](http://www.scrf.gov.ru/Documents/Decree/2000/706-1.html); *Aktualnye Zadachi Razvitiya Vooruzhennykh Sil RF* («Doctrine Ivanov»), disponible sur le site Internet [www.rian.ru](http://www.rian.ru).

Dans ce domaine, le format actuel des forces stratégiques ne parle pas en leur faveur. Les doctrines d'avril 2000 et d'octobre 2003 insistent en effet sur trois points à propos desquels l'arsenal russe ne semble pas spécifiquement adapté : la restauration implicite d'une option de frappe préemptive; la modulation de l'intensité des frappes, dans l'optique de frappes limitées symboliquement comparables à NSDM 242<sup>4</sup>; l'activation des arsenaux dans une logique de gestion de crise.

Ces trois points soulèvent en effet plusieurs interrogations. Tout d'abord, l'option de frappe préemptive exige une refonte complète de l'environnement des forces stratégiques sous peine de faire peser sur la Russie un risque inacceptable de frappe de décapitation en cas d'escalade incontrôlée. Le risque induit limite ainsi la crédibilité de l'option politique d'activation. En deuxième lieu, la modulation des frappes implique une transformation fondamentale de l'arsenal, vers le bas et vers le haut, puisque celui-ci doit être en mesure d'infliger des dégâts «modérés» et de garantir une sanctuarisation quasi absolue. Enfin, quels intérêts justifient l'activation de l'arsenal, quelle est la crédibilité de la menace brandie, quels objectifs doivent être ciblés?

La définition de la menace est en soit un problème. Si l'affaire kosovare a été un élément moteur de l'évolution de la stratégie russe vers un plus grand couplage entre forces classiques et nucléaires, cela ne signifie pas qu'un équivalent potentiel à la crise du Kosovo – en termes géographiques, économiques et politiques – puisse justifier l'activation de l'arsenal. L'histoire récente démontre qu'une action de cette magnitude – 1973, lors de la guerre du Yom Kippour dans les cas israélien et américain; 1981 en riposte à l'exercice «Able Archer» dans le cas russe – n'est justifiable que lorsque des intérêts critiques sont en jeu. Les zones justifiant d'une telle prise de risque de la part des autorités russes ne sont pas si nombreuses, en particulier dans le cadre d'un déséquilibre nucléaire qualitatif marqué. Il est désormais douteux que les Balkans en fassent partie, alors qu'une extension supplémentaire de l'OTAN vers l'Est, que la Russie jugerait menaçante, se réglerait avant tout par des moyens diplomatiques, politiques et militaires classiques, la durée du processus proscrivant les réactions de court terme<sup>5</sup>.

Il est probable que les régions d'activation potentielles se situent désormais dans «l'étranger proche», zone à propos de laquelle la patience de Moscou est actuellement soumise à rude épreuve<sup>6</sup>. Toutefois, si les autorités russes pourraient être tentées d'associer à la présence américaine la débâcle politique qui touche actuellement leurs anciens séides, le succès de l'intervention afghane et l'échec iraquien ont démontré à toute puissance hostile et, en premier lieu, aux Américains la réalité des risques liés aux projections de force directes. Le recours aux puissances tierces, l'incitation aux alternances politiques et l'organisation de trafics d'influence sont des armes alternatives efficaces contre lesquelles les forces nucléaires sont impuissantes. Le jeu de domino qui fait basculer les alliés de Moscou en Asie centrale n'offre pas de ce point de vue de prise à une stratégie de dissuasion active.

### ***Les limites techniques aux applications des doctrines de sécurité***

La dépendance accrue des forces russes à l'égard des armes nucléaires exige une modernisation. La volonté affichée d'inclure ces dernières dans le jeu politique n'implique pas une politisation des concepts opérationnels, bien au contraire. La crédibilité de l'activation de l'arsenal dépend en effet de sa souplesse intrinsèque, de sa résilience, de la furtivité de certaines de ses composantes et de la capacité de sanctuarisation de ses éléments stratégiques les plus lourds. Ces facteurs sont étroitement liés à la nature

---

<sup>4</sup> Le concept de «dé-escalade», avancé par les Russes en est, dans le principe, comparable. Cf. Nikolai SOKOV, «Russia's nuclear doctrine», *Research Report*, NTI, oct. 2003-juil. 2004.

<sup>5</sup> Denis ALEXEEV, *NATO Enlargement. A Russian Outlook*, Conflict Studies Research Centre, nov. 2004.

<sup>6</sup> La possibilité d'intervention directe dans cette zone, républiques de la CEI comprises, est d'ailleurs explicitement envisagée dans le document de 2003. Cf. Svetlana BABAEVA, *Izvestia*, 13 oct. 2003. Sergueï IVANOV lui-même assure : «Nous ne pouvons exclure totalement l'usage préventif de la force si les intérêts de la Russie ou ses obligations à l'égard d'un allié l'exigent», *ITAR-TASS*, 2 oct. 2003.

des vecteurs déployés, aux types de charges exploitables, mais également à l'environnement de commandement, de détection et de ciblage qui les accompagnent.

Les capacités de la Russie apparaissent encore limitées dans ces domaines. Les forces stratégiques subissent actuellement un dégraissage forcé, justifié par l'acceptation de SORT, mais essentiellement motivé par l'obsolescence accélérée de certaines catégories de vecteurs. 80% des sites de lancement seraient à rénover, la quasi-totalité des SS-18 ensilés est promise au retrait – les versions mobiles étant naturellement maintenues en service –, alors que le maintien en service des SS-25 devient problématique : 18 d'entre eux ont été retirés du service en 2004. Le rythme d'acquisition des SS-27 (six lanceurs en 2004, pour un total de 40) est insuffisant pour assurer une compensation cohérente de l'assiette stratégique. Une vingtaine de lanceurs pourraient également se voir retirer du service cette année<sup>7</sup>, alors que les programmes infrastructurels censés encadrer toute force nucléaire stratégique sont au point mort.

L'activation politique de l'arsenal soulève d'autres incertitudes, en particulier du fait des grandes vulnérabilités qui persistent dans les systèmes de détection stratégiques sur la fenêtre Pacifique. Le système d'alerte avancée US-KS actuellement en service ne couvre pas les zones océaniques, réduisant considérablement la capacité de réaction des forces stratégiques face aux Trident D-5 optimisés pour la première frappe. L'alignement croissant de la doctrine russe avec le concept occidental de dissuasion implique avant tout une capacité d'infliger des dommages inacceptables plutôt qu'une capacité à dominer l'échange. De ce point de vue, l'insuffisance ne procède pas d'un déficit de vecteurs ou d'ogives, mais des très sérieuses limitations dans le domaine du ciblage, de la détection et de la fiabilité<sup>8</sup>. L'incident de 1995<sup>9</sup> et l'échec du programme de détection avancé US-KMO démontrent en outre que, sur ces zones de détection encore fonctionnelles (Atlantique-Nord, zone continentale américaine), l'identification de la menace demeure problématique.

Dans ce contexte, à court et moyen terme, l'évocation d'une option préemptive associée à la volonté affichée de maintenir en service les systèmes de frappe lourds (en particulier les SS-18 et SS-19) pourrait apparaître comme une tentative de restauration de la stratégie traditionnelle de limitation des dommages. L'état supposé des forces donne toutefois à penser qu'il s'agit d'une posture avant tout déclaratoire, destinée à accentuer le caractère d'incertitude dans la relation stratégique russo-américaine, la restauration d'un système de première frappe homogène et la neutralisation des éléments de frappe océaniques américains étant financièrement hors de portée.

A l'inverse, la Russie dispose, dans les aspects les plus opérationnels de la dissuasion (vecteurs tactiques), d'avantages directement exploitables. Si l'on accepte le postulat selon lequel l'éventuelle activation de l'arsenal concernerait avant tout une menace pesant sur l'étranger proche, le stock résiduel de systèmes tactiques assure une certaine crédibilité au concept de frappe limitée. Certes, la disparition des vecteurs sub-stratégiques, proscrits par le Traité de Washington, rigidifie les processus opérationnel. La Russie pourrait toutefois être tentée d'en assouplir le régime, voire d'adopter, sur le modèle de l'Administration américaine dans le domaine stratégique, une posture unilatérale. Dans ce sens, la rumeur selon laquelle Sergueï Ivanov aurait laissé entendre aux Américains son insatisfaction à l'égard du Traité FNI est peut-être révélatrice, sans être formellement concluante<sup>10</sup>.

L'utilisation de charges nucléaires tactiques sur les vecteurs de type SS-26 offrirait à la Russie un système de frappe suffisamment souple et précis pour exercer une dissuasion

---

<sup>7</sup> Nikolay SOLOVTSOV, «The coming years will show us», *Izvestia*, 14 déc. 2004; Y. ANTIPOV/A. GAVARSKY, «A time to collect stones», *Krasnaya Zvezda*, 14 janv. 2005; I. PLUGATAREV, «The Topol-M is displacing the Molodets and Voyevoda», *Nezavisimoye voyennoye obozreniye*, 28 janv. 2005.

<sup>8</sup> Pavel PODVIG, «Russia and military uses of space», *Reconsidering the Rules of Space*, The American Academy of Arts and Sciences Project, juin 2004.

<sup>9</sup> Mise en alerte de l'arsenal suite au tir d'une fusée civile sur un pas de tir norvégien le 25 janvier 1995.

<sup>10</sup> Alexei NIKOLSKY / Vasili KASHIN, «Russia will use missiles to screen itself from neighbors», *Vedomosti*, 10 mars 2005. Cf. également Alexander PIKAEV, «Somes ideas on Russia's deterrence policy», conférence organisée par le PONARS, Moscou, 24-26 avr. 2003.

«opérationnelle» particulièrement crédible contre laquelle aucune parade préemptive et défensive n'est actuellement susceptible d'être mise en œuvre<sup>11</sup>. De fait, il est possible que la réorientation stratégique du concept dissuasif russe puisse servir à couvrir l'introduction de procédures d'activation tactiques<sup>12</sup>. Ainsi, si des interrogations subsistent sur la validité des systèmes de repérage ou sur la chaîne de commandement, il n'en demeure pas moins que la Russie dispose du potentiel suffisant pour appliquer une stratégie d'escalade crédible sur les théâtres régionaux, établissant ainsi à l'égard de tout adversaire les limites territoriales à ne pas franchir.

#### REFORMES DES FORCES ARMEES ET DU SECTEUR MILITARO-INDUSTRIEL (OPK)

Dans la foulée du second conflit et de l'émergence de menaces asymétriques multiples aux marges de la Fédération, le Kremlin a entrepris une profonde réforme de l'armée, qui s'articule essentiellement sur une refonte des forces autour d'une professionnalisation accrue et d'une diminution sensible des effectifs. Passés de plus de quatre millions d'hommes à 1,5 million d'hommes au début des années 2000, les effectifs devraient être stabilisés, selon les dernières annonces, autour d'un million d'hommes en 2008, l'objectif de 800 000 hommes annoncé en 2003 ayant été abandonné<sup>13</sup>. L'opinion publique elle-même, de plus en plus rétive à la conscription, semble vouloir soutenir un processus de réforme<sup>14</sup> qui s'orienterait vers un plus grand professionnalisme des forces armées. Le schéma actuel se dirige cependant davantage vers un renforcement qualitatif du recrutement, par son adaptation souple aux besoins des armées et par un meilleur contrôle administratif visant à l'élimination de l'exemption et l'insoumission endémiques. On retrouve une volonté identique chez la majorité des militaires, même si, dans certains secteurs, de puissants groupes de pression tentent de maintenir des bassins d'emplois souvent superfétatoires<sup>15</sup>.

#### *L'impossible professionnalisation des forces*

La déclaration faite par Vladimir Poutine en janvier 2002 sur sa volonté d'accentuer la professionnalisation au point de renoncer à la conscription laisse sceptique. Si un dégraissage des effectifs s'impose et si l'augmentation de la composante professionnelle permettrait à l'armée russe de se montrer plus réactive et de diminuer l'impact sociétal de ses interventions (sur les populations nationales s'entend), les coûts induits par une professionnalisation totale sont probablement insupportables pour le budget. La professionnalisation de deux divisions, totalisant 50 000 hommes, annoncée récemment par Sergueï Ivanov, s'élève déjà – officiellement – à 17 milliards de roubles (environ 586 millions de dollars), ce qui représente 4,4% du budget de défense du budget 2004 (380 milliards de roubles) et environs 3% du budget prévisionnel 2005 (528 milliards de roubles)<sup>16</sup>. Le salaire moyen d'un soldat en Tchétchénie, qui s'élève à plus de 820 roubles par jours (plus de 1 000 roubles pour un officier), est ainsi à comparer avec le salaire des troupes en garnison, qui ne se monte parfois qu'à 100 roubles par mois en 2003 (3,5 dollars). L'exemple tchétchène, qui sert de référentiel à la réforme, démontre les limites de la professionnalisation. D'une part, le taux très élevé des pertes, combiné au coût prohibitif de formation d'un soldat professionnel et à l'incapacité financière de substituer le capital au travail (la technologie à l'homme), condamne les forces russes à fonder leurs interventions sur la conscription. D'autre part, les contraintes financières sont de toute façon telles que la professionnalisation ne serait qu'un concept creux<sup>17</sup>. En Russie, un pilote de chasse vole

<sup>11</sup> Il faut relativiser ces propos en rappelant que seuls deux SS-26 entreront en service en 2005. Cf. Y. ANTIPOV/ A. GAVARSKY, *op. cit.*

<sup>12</sup> Il est à noter que, même face à une menace conventionnelle de faible ampleur, la Russie n'hésite pas à recourir à des systèmes tactiques (conventionnels). Plusieurs SS-1 et SS-21 auraient ainsi été utilisés en Tchétchénie.

<sup>13</sup> La seule réduction des troupes pose un problème structurel insurmontable aux autorités russes. Vladimir Poutine a reconnu en décembre 2003 que plus de deux millions de personnes dépendaient des forces armées et que deux millions de personnes avaient un statut assimilé, alors que les chiffres officiels pour 2004 ne recensaient que 1,132 million de militaires et 867 000 personnels civils. Cf. Pavel FELGENHAUER, «Degradation of the Russian military : general Anatoly Kvashnin», *Perspective*, vol. XV, n° 1, nov. 2004; Sergueï IVANOV, *ITAR-TASS*, 31 déc. 2003.

<sup>14</sup> Theodore P. GERBER/Sarah E. MENDELSON, «Strong public support for military reform in Russia», *Policy Memo*, n° 288, PONARS/CSIS, mai 2003.

<sup>15</sup> Kevin THRASH, *Russian Military Reform : Empty Promises with the Wrong Focus*, Austin, Université du Texas, mai 2002.

<sup>16</sup> «Defense spending to be raised in 2005», *The Russia Journal*, 14 août 2004.

<sup>17</sup> V. ALEXANDROV, «Enthusiasm is senseless in an epoch of pragmatism», *RIA Novosti*, 2 fév. 2005; Kevin THRASH, *op.cit.*

moins d'une trentaine d'heures par an (chiffres 2003)<sup>18</sup>, faute de carburant et de pièces détachées. Les durées d'entraînement, toutes forces confondues seraient, selon un expert russe, quinze à vingt fois moins longues que celles établies aux normes occidentales, 20% seulement des unités étant dotées d'armement considérés comme modernes<sup>19</sup>; 40% des unités blindées souffrent de problèmes d'effectifs récurrents, alors que certains conscrits envoyés en Tchétchénie après une période de formation de six mois n'avaient finalement fréquenté le champ de tir qu'en deux occasions, pour y tirer 18 cartouches<sup>20</sup>.

Enfin et surtout, l'ampleur des déploiements nécessaires pour assurer la sécurité du pays exige le maintien d'un système de recrutement massif et économique, alors même que des pénuries dans le recrutement sont apparues en 2003<sup>21</sup>. Le coût du déploiement du personnel russe sur les bases de Géorgie, de Moldavie, du Tadjikistan, des Balkans et de la mer Noire, qui représente 1% de la main-d'œuvre globale disponible, était évalué en 2001-2002 à 600 millions de dollars, soit approximativement 5% du budget total de la défense<sup>22</sup>. La substitution de professionnels aux conscrits rendrait ce type de projection intenable. La professionnalisation partielle est susceptible d'accentuer ces tensions, puisque l'armée russe est déjà soumise au traditionnel problème de la rétention des volontaires formés : la démission récurrente d'éléments formés à prix d'or et peu satisfaits des conditions salariales, matérielles ou finalement peu désireux de se faire tuer<sup>23</sup>. Le développement économique de la Russie, les insuffisances criantes des armées et les décalages salariaux accentueront inéluctablement le phénomène.

La nouvelle doctrine militaire d'avril 2000-octobre 2003 permet de répondre à certaines déficiences des forces conventionnelles russes. L'accentuation du rôle des forces nucléaires stratégiques et l'adoption d'un système de réponse flexible délestent les forces classiques du rôle dissuasif qui leur était attribué du temps de l'URSS. Celles-ci sont de ce fait conduites à prendre une forme défensive comparable à celle adoptée par les forces alliées du temps de la Guerre froide. En l'absence de menace majeure aux frontières du pays, elles peuvent assurer ce rôle à moindre coût, sans décrédibiliser l'option de frappe stratégique. L'absence de menace conventionnelle majeure exclut en effet tout scénario de captation limité de territoires (*Hambourg grab*), captation susceptible de mettre les forces classiques en échec, sans toutefois justifier une frappe stratégique. A l'inverse, le traitement de menaces asymétriques ne requiert qu'une force minimale, parfaitement compatible avec le format réduit envisagé par la réforme Poutine. Enfin, la préservation d'intérêts stratégiques dans les zones limitrophes de la Fédération justifie certains aspects de la « Doctrine Ivanov », qui postule une capacité de traitement d'une menace moderne localement comparable à celle de l'OTAN et, dans une perspective de prévention armée des conflits asymétriques, un renforcement de la mobilité et de la réactivité des unités affectées à ce type d'intervention.

### ***La modernisation des forces : ambition du discours et progressivité de la méthode***

L'accent mis par la « Doctrine Ivanov » sur une capacité d'engagement comparable, dans son principe, aux actuels standards américains ne peut avoir qu'une dimension ponctuelle et déclaratoire. Selon le vice-président de la Commission de défense de la Douma, Alexeï Arbatov, atteindre une parité théorique avec un adversaire de type OTAN exigerait l'acquisition, sur une quinzaine d'années et sur une base annuelle, de 800 blindés, 150 avions et 30 navires de guerre<sup>24</sup>. Potentiellement, l'industrie russe dispose d'une telle capacité de production. En 1999, il était estimé que le complexe militaro-industriel était encore apte à

---

18 Dmitrii CHARTORIZHSKII, « Air alert », *Suvorovskii natisk*, 31 janv. 2004.

19 Pavel ZOLOTARYOV, cité par Tatyana MOROZOVA, « Russian military reform no more than a illusion », *Russia Weekly*, n° 252, 10 janv. 2003.

20 Amelia GENTLEMAN, « Deserter hated the whole system », *The Russia Journal*, n° 5, 14 fév. 2000.

21 « Wages of contract servicemen raised », *The Russia Journal*, 17 oct. 2003.

22 Stephan DE SPIEGELEIRE, « Recoupling Russia : staying the course », IISS/CEPS, 14 janv. 2002.

23 Alexander MLADENOV, « Russia's second Chechen War », *Air Force Monthly*, n° 46, 1<sup>er</sup> janv. 2003.

24 Viktor LITOVKIN, « Attack on the Ivanov Doctrine », *RIA Novosti*, 16 oct. 2003.

produire 3 500 blindés par an<sup>25</sup>. Financer un tel programme reviendrait cependant à entrer dans une quasi-logique d'économie de guerre<sup>26</sup>. Le retour à une confrontation militaire de type Guerre froide, envisagé par certains milieux conservateurs américains<sup>27</sup>, est ainsi théoriquement plausible, mais proscrit toute idée de développement compétitif avec l'Occident et l'Asie. La volonté affichée par le ministre de la Défense de se doter d'une capacité potentielle de ce type traduit toutefois la perception d'un danger possible présenté par les forces occidentales, qui pourrait être traité militairement sur des zones où l'armée russe pourrait établir un rapport numérique satisfaisant. L'Asie centrale et le Caucase apparaissent comme les seules zones où un tel rapport pourrait se justifier et s'établir.

De ce postulat découle le fait que la modernisation des forces conventionnelles russes n'est qu'un impératif relatif, puisque la perspective d'un conflit avec une puissance majeure (Chine comprise) reste des plus hypothétiques et s'inscrit dans une dimension plus dissuasive qu'opérationnelle. En revanche, le conflit tchéchène a démontré que les tâches principales actuellement dévolues aux forces conventionnelles ne requièrent pas un matériel spécifiquement évolué : si des carences ont été relevées, l'essentiel de la puissance de frappe héritée des forces de l'ancienne URSS reste suffisant pour permettre aux armées d'assurer leurs missions. Le volume d'acquisition très restreint en véhicules blindés pour l'année 2005<sup>28</sup> prouve d'ailleurs que le renouvellement des forces ne porte pas sur un renouvellement des œuvres vives. La part de l'armée de terre dans le budget de défense 2004 (40%) illustre quant à elle la relativité de la menace OTAN et la pérennité de la menace «asymétrique».

Il semble évident que, pour une période encore relativement longue, les évolutions les plus fondamentales dans la transformation des forces passeront par des modifications de détail, dans la chaîne de commandement, dans l'amélioration des techniques d'entraînement et dans la mise à niveau des équipements. Les importants investissements dans les équipements d'entraînement, à hauteur de 16% du budget prévisionnel total de l'année 2004<sup>29</sup>, la modernisation de C3I et des systèmes d'acquisition et de surveillance, peu spectaculaires en termes d'appréciation publique de la puissance armée, sont les plus susceptibles de traduire l'évolution des forces russes, en favorisant une utilisation plus précise et plus intégrée de la puissance de feu existante.

### *L'adaptation des missions aux contraintes financières*

La modification de la structure des forces russes vers une structure défensive est induite par les capacités financières brutes de la Fédération. L'armée russe et le complexe militaro-industriel (*oborono-promyshlennyi kompleks* ou OPK) ont subi depuis les années 2002 un dégraissage impitoyable, alors même que les budgets militaires restent élevés. Selon Andreï Nikolaïev, président de la Commission de Défense de la Douma en 2000, les budgets militaires de l'année 2001, qui représentent théoriquement 2,7% du PIB, donnent un image tronquée de la réalité : la réunion de l'ensemble des budgets à vocation militaire (réforme, énergie, logement...) propulse la part du budget à 3,2%, voire, selon certains, à plus de 5% du PIB<sup>30</sup>.

Ces budgets, soutenus selon des standards occidentaux, se sont révélés insuffisants, ne serait-ce que pour garantir une mise à niveau des équipements employés en zone tchéchène. Le taux de déperdition financier du ministère de la Défense, non quantifiable de façon précise, demeure selon toutes probabilités remarquablement élevé alors que les exportations sont à la fois insuffisantes pour entretenir les lignes de production et impropres à financer la réforme industrielle. Selon Sergueï Stepachin, président de la Cour des comptes russe en 2001, sur les

---

<sup>25</sup> Anatoly SITNOV (chef du département armement du ministère de la Défense), *Eksport Vooruzheniy*, nov.-déc. 1999.

<sup>26</sup> Pour tenir les objectifs de modernisation envisagés, le budget de la défense devrait en théorie atteindre 15% du PIB, lequel devrait lui-même doubler entre 2005 et 2010.

<sup>27</sup> «Back to the future? Prospects for Russia's military industrial revival», *Orbis*, vol. XLVI, n° 3, 2002.

<sup>28</sup> Mikhaïl BARABONOV, «The whole Russian army», *Kommersant*, 21 fév. 2005.

<sup>29</sup> Sergueï IVANOV, «Russia's geopolitical priorities and armed forces», *Russia in Global Affairs*, 17 fév. 2004.

<sup>30</sup> Vitaly STRUGOVETS, «A program stabilisation», *Kraznaya Zvezda*, 16 déc. 2000; Alexeï ARBATOV, conférence du Carengie Endowment for Peace, 5 mars 2004

3,7 milliards de dollars remportés par l'industrie à l'export, seuls 7 000 dollars (*sic*) auraient abouti dans les caisses de l'Etat<sup>31</sup>. L'inflation des coûts des équipements militaires est également diversement interprétée par le ministère de la Défense et l'OPK : en 2001, la croissance des coûts était estimée à 12% dans les contrats du GOZ (*gosudarstvennyi oboronnyi zakaz*, service fédéral des acquisitions de défense), mais à 52% par les industries de défense<sup>32</sup>. L'augmentation budgétaire significative entreprise par Vladimir Poutine ne peut donc être traduite arithmétiquement en termes de modernisation.

Avec un budget désormais bien supérieur à 500 milliards de roubles, la politique d'acquisition du Kremlin reste marginale. La modernisation de l'aviation se réduit à un minimum, autant au niveau stratégique (Tu-160, Su-27...) que tactique, où les exigences sont pourtant croissantes (Ka-50, Mil-Mi 24-PN...). Les forces terrestres sont plus en voie d'amélioration que de modernisation, l'essentiel de l'effort se portant sur une mise aux normes des capacités de combat des unités existantes. Dans les secteurs les moins compétitifs, on note un abandon tacite de compétences. Une restructuration drastique a ainsi lieu dans les forces navales. En février 2004, le commandant des forces, l'amiral Kuroyedov, a annoncé que la marine renonçait à entretenir une flotte de haute mer pour se réorienter vers un rôle plus adapté à ses moyens<sup>33</sup>. La survie du dernier porte-avions en service ne semble liée qu'à la volonté des militaires de maintenir une capacité technique et non à un quelconque rôle stratégique, alors que, dans le domaine nucléaire, si une force océanique minimale semble en état de se maintenir, la réduction progressive du nombre de SNA limite fortement la capacité de nuisance de la marine russe à l'égard des forces américaines.

On peut certes estimer que, jusqu'à ces dernières années, la faiblesse de la politique d'acquisition n'a été la résultante que d'une certaine vacuité décisionnelle, née des contradictions de l'échec des premiers plans de réforme de l'OPK et des impératifs du conflit tchéchène. La volonté de Vladimir Poutine de maintenir une croissance constante des dépenses militaires pourrait à l'inverse être perçue comme une tentative de restauration de puissance, virtuellement menaçante. Les déclarations de Sergueï Ivanov sur la nouvelle politique d'acquisition du GOZ pourraient également viser à soutenir de pareilles ambitions : en mettant l'accent sur une politique de recherche et de développement, à laquelle 40 à 45% des fonds destinés à l'OPK seront alloués (contre 8 à 10% actuellement), le ministre de la Défense semble vouloir combiner réforme du secteur et modernisation systématique des forces armées<sup>34</sup>. Les producteurs d'armements démodés seraient ainsi conduits à disparaître, les entreprises réformées offrant alors un produit spécifiquement adapté aux nouveaux besoins des armées<sup>35</sup>.

Dans les faits cependant, les budgets alloués aux demandes d'équipement et à la R&D ne sont pas suffisants pour soutenir une telle hypothèse autrement que sur un très long terme. La mise en place de «Programmes fédéraux d'armement pour l'horizon 2010» risquent de n'être que des cadres relativement théoriques destinés à maintenir une politique d'innovation au sein de programmes de mise à niveau des forces. L'expérience tchéchène démontre que la carence de l'armée russe dans le domaine des conflits asymétriques se situe avant tout au niveau des équipements de défense et non à celui des plates-formes de combat. Le développement de nouveaux systèmes d'armes, plus modernes mais également plus onéreux et plus rares, est, de ce point de vue, une impasse dans laquelle le ministère de la Défense ne semble pas impatient de s'engouffrer. La rhétorique de Vladimir Poutine et l'effort budgétaire qui y est associé

---

<sup>31</sup> Alexandr Denisov, directeur de Comité gouvernemental sur le commerce extérieur, estime le chiffre à 70 millions de dollars, ce qui reste négligeable. Cf. Pavel FELGENHAUER, «Arms export and the Russian military», *Perspectives*, vol. XII, n° 4, mars-avr. 2002.

<sup>32</sup> *Russkii Kur'er*, 12 janv. 2004.

<sup>33</sup> *Pravda*, 3 fév. 2004

<sup>34</sup> En 2004, le total du GOZ s'élève à 341 milliards de roubles, dont 140 alloués au fond de modernisation.

<sup>35</sup> «Sergey Ivanov's new tough policy on Russian defense industry viewed skeptically», *World News Connection*, 2 mars 2005.

décrivent un optimal souhaitable à long terme, l'essentiel de l'investissement actuel étant avant tout destiné à combler les secteurs les plus déficients et à reconstruire une capacité d'intervention minimale.

#### VERS LA RESTAURATION D'UNE POLITIQUE DE PUISSANCE?

Une extrapolation fiable du format futur des forces armées russes dépend avant tout d'une évaluation précise de la progression des réformes économiques dans le pays. La clef de toute transformation majeure réside avant tout dans les budgets. Or, une appréciation réaliste de cette évolution reste difficile. D'une part, parce que la simple analyse comptable de l'économie dépend de variables très difficilement quantifiables, qu'il s'agisse des ressources fiscales réelles de l'Etat, des problèmes liés à la corruption ou de la comptabilité particulière qui sévit dans les industries de défense; d'autre part, parce que les conséquences de la rationalisation de l'OPK par le marché peuvent être très sévères et priver les armées de la source industrielle censée assurer leur développement. Des expériences comparables, expérimentées aux Etats-Unis et actuellement en Europe, s'avèrent désastreuses sur le long terme, le désinvestissement produisant des économies marginales par élimination des surcapacités, mais ruinant l'outil industriel et la dynamique de développement de capacités nouvelles.

La majorité des indices matériels laissent à penser que l'armée russe connaîtra un renforcement certain, mais celui-ci ne peut en rien être comparable aux programmes d'armement hérités de la Guerre froide. Tout au contraire, à l'instar des armées européennes, qui ont elles aussi connu de profondes refontes du fait de contraintes budgétaires sévères, il est plus que probable que les forces russes seront contraintes à une certaine spécialisation et donc à l'abandon de compétences industrielles et militaires

#### *La protection des intérêts vitaux*

La réduction des capacités globales de l'outil n'exclut cependant pas une utilisation ponctuelle et rationnelle des moyens disponibles et le maintien à niveau de certains éléments-clefs. La réorientation des missions vers le contrôle de zones économiques stratégiques imposera sans toute la mise à niveau de certains éléments des forces conventionnelles, mise à niveau qui s'inscrit de façon cohérente dans les principes édictés par la «Doctrine Ivanov». La notion de contrôle politico-militaire de territoires limitrophes à haute valeur ajoutée est en effet indissociable du processus de réforme actuel. Caucase, Caspienne et Asie centrale, qui sont soit des zones de production de matières premières, soit des zones de transit, sont explicitement visées. L'exercice Vostock 2003, réunissant 70 000 hommes, une soixantaine de navires et soixante-dix à quatre-vingts avions<sup>36</sup>, est ainsi réputé avoir été spécifiquement organisé pour démontrer la capacité de l'armée russe à contrôler les ressources minières et énergétiques de ses territoires en Extrême-Orient, dans la région de la mer Caspienne et sur la mer Noire<sup>37</sup>.

Le délitement de la puissance militaire et économique russe appelle nécessairement à l'irruption de nouveaux acteurs. L'accentuation de l'influence américaine dans l'administration des flux énergétiques dans le Caucase et en Asie centrale, couplée à un déploiement militaire encore réduit, mais systématiquement accompagné d'infrastructures de renseignement, de financement et d'influence politique, pose un problème fondamental que le Kremlin s'est révélé incapable de résoudre de façon satisfaisante. L'extension de l'influence américaine dans la CEI risque en outre d'isoler Moscou de certaines infrastructures industrielles de défense cruciales, en particulier dans les domaines de la propulsion balistique et nucléaire<sup>38</sup>. La Chine pose de son côté un problème aux multiples facettes, moins immédiat, mais virtuellement plus dangereux que les actuelles intrigues américaines, et susceptible d'appeler à une réponse de nature politique, économique et militaire.

---

<sup>36</sup> *Nevazimisimaya Gazeta*, 29 août 2003.

<sup>37</sup> Mikhael Alexseev, «Vostock – 2003 wargames : preparing to defend a Nigeria on the Pacific», *Policy Memo*, n° 317, PONARS/CSIS, nov. 2003.

<sup>38</sup> En 1997, il était estimé que la Russie ne pouvait produire en toute autonomie que 17 systèmes d'armes complets, les autres exigeant l'apport d'industries situées en CEI. Cf. Ksenia GONCHAR, «Russia's defense industry at the turn of the century», *BICC Brief*, n° 17, nov. 2000; Stephen BLANK, «Arms sales, Soviet style», *Perspectives*, vol. XIII, n° 2, nov.-déc. 2002.



### *Le nécessaire contrôle des ressources*

Le contrôle des matières premières deviendrait une priorité si l'armée russe devait retrouver des missions comparables à celles dévolues jadis à l'Armée rouge. Cependant, associer systématiquement cette volonté de contrôle à un éventuel programme militaire de grande ampleur n'est pas cohérent. La dépréciation de l'économie russe est comparable à celle des pays du Tiers-Monde et l'exportation de matières premières est devenue une source de devises capitale. La Banque mondiale estime ainsi que, en 2003, 25% du produit intérieur brut de la Fédération avaient pour source l'exploitation des ressources énergétiques (pétrole et gaz principalement)<sup>39</sup>. La captation de matières premières des pays limitrophes risque donc avant tout de devenir une priorité économique, auquel la force armée pourrait prêter un concours apprécié.

Sergueï Ivanov n'a pas fait mystère des intentions russes en matière énergétique – et donc minière – lorsqu'il a déclaré, en suivant une dialectique proprement soviétique : «*la CEI est une sphère primordiale de notre sécurité. 10 millions de nos compatriotes y vivent et nous leur fournissons de l'énergie à des prix inférieurs aux niveaux internationaux. Nous n'avons pas l'intention de renoncer au droit d'y utiliser la force militaire dans des situations dans lesquelles tous les autres moyens ont été épuisés*»<sup>40</sup>. Dialectique typiquement soviétique par ailleurs, puisque si l'on prend l'exemple turkmène, la Russie y achète le gaz à environ 50% du prix du marché<sup>41</sup>.

\*   \*  
\*  
\*

Le Traité de sécurité collective, en favorisant le déploiement de troupes russes sur les territoires des pays de la CEI s'avère être un excellent élément de pression, en particulier à l'égard des pays endettés, soucieux de ne pas irriter Moscou<sup>42</sup>. Tout le problème réside dans le fait que la Russie n'apparaît ni comme un acteur de développement, ni comme un facteur de résolution des conflits, rôle dans lequel les Etats-Unis dominent aisément. Le Kremlin se trouve donc dans l'obligation de démontrer à ses voisins qu'il dispose des forces suffisantes pour réduire à néant la protection stratégique encore relative offerte par Washington.

Le pari n'est pas aussi ambitieux qu'il pourrait sembler, la capacité de projection conventionnelle américaine étant plus relative que son potentiel logistique et technologique le laisse à penser. En l'absence de combattants locaux stipendiés, les Etats-Unis ne disposent pas de la capacité militaire nécessaire pour dissuader l'armée russe sur ces territoires. Leurs forces armées n'ont jamais été confrontées à une puissance militaire organisée, soutenue par une base industrielle solide et adossée à un arsenal nucléaire; elles ne disposent ni des ressources techniques ni des ressources financières pour tenter l'expérience. Tout l'enjeu pour la Russie est de surmonter un complexe d'infériorité qui, au regard de l'opération iraquienne, ne se justifie plus et de démontrer aux forces présentes sur la zone qu'elle est un acteur militaire, politique et économique alternatif crédible. Les réformes entreprises par Vladimir Poutine représentent certainement un élément de solution non négligeable, quoique probablement insuffisant.

---

<sup>39</sup> Banque mondiale, *Russian Economic Report*, rapport n° 7.

<sup>40</sup> *RFE/RL, Newline*, vol. VII, 10 oct. 2003.

<sup>41</sup> Ariel COHEN, «The Putin-Turkmenbashi deal of the century : towards a Eurasian gas OPEC?», *Eurasia Insight*, mai 2002, disponible sur le site Internet [www.eurasianet.org](http://www.eurasianet.org).

<sup>42</sup> Steve KWAST, «Russia pressures Southern neighbors», *Perspectives*, vol. XIII, n° 4, mars-avr. 2003.